



L'Europe des Projets Architecturaux et Urbains

Groupement d'Intérêt Public

POPSU Plate-forme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines

COLLOQUE DU 18 NOVEMBRE 2009

LYON

LA PRODUCTION DE LA VILLE

RETRANSCRIPTION DES DEBATS

16h30– 18h00 : Projets et stratégies urbaines

PUCA
plan
urbanisme
construction
architecture



Avec le soutien de :



GRANDLYON
communauté urbaine

UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2
UNIVERSITÉ DE LYON



Projets et stratégies urbaines

Les gouvernements urbains face à la crise, ou la nécessité d'inventer de nouvelles régulations. Regards croisés.

Animation : Alain Bourdin, président du comité scientifique du programme POPSU

Pour lancer cette table ronde, je ferai allusion à une conversation que j'ai eue avec quelqu'un qui n'est pas très loin de moi, sur la manière dont certains universitaires parlent de la situation actuelle. On me disait que l'on a parfois tendance à présenter les choses de façon très négatives, très noires, en donnant un petit peu l'impression qu'il n'y a rien à faire et que ce que l'on fait est un petit peu inutile. Mais, comme me le disait la personne en question, ce sont un peu des effets de manche, et il ne faut pas trop en rajouter.

On peut peut-être introduire dans cette journée, qui a dans le fond été assez positive dans ses approches, un petit peu d'inquiétude et d'interrogation. Après tout, puisque c'est un débat sur la stratégie, la stratégie cela consiste peut-être d'abord à s'occuper des choses qui sont le plus des incertitudes. Si l'on passe son temps à écarter les incertitudes, on n'est peut-être pas très bon stratège. Il faut s'occuper des incertitudes pour essayer de les maîtriser et ce n'est pas toujours simple.

Nous sommes aujourd'hui en plus quand même dans une situation de crise, ce que nous rappelle le titre de la table ronde. Evidemment, il faut toujours se méfier des effets de mise en scène autour de la crise, les problèmes n'ont pas brutalement éclos aujourd'hui, mais disons que l'on a une espèce de cristallisation de tout un tas de choses, ce qui peut introduire un certain nombre de ruptures et créer de nouveaux problèmes.

Bien entendu, il y a tout un tas de choses qui marchent, bien entendu notre expérience des dernières décennies nous a appris énormément de choses. Nous avons appris à faire, peut-être plus qu'avant, en tout cas au niveau des collectivités territoriales nous avons appris à faire plus, et cela a donné des résultats. Après tout, nous pouvons tirer des bilans très positifs de tout un tas d'actions. Mais si l'on déplace l'interrogation et que l'on dit que l'on va maintenant s'occuper de ce qui est la zone d'incertitude, là, la perception est un tout petit peu différente. Il ne s'agit donc pas de nier ce qui va bien, il s'agit de déplacer un petit peu l'angle de lecture pour se centrer sur ce qui fait problème.

Dans le titre de la table ronde, il y a l'idée de nouvelles régulations. Pour résumer la pensée qui est à la fois celle des organisateurs et celles d'un certain nombre de personnes qui sont dans la salle, nous savons bien que l'on doit à peu près renoncer à l'idée que l'on va mettre les choses en ordre et que l'on va créer un ordre qui sera bien stable et bien durable. Ceci dit, on peut faire de la régulation, c'est-à-dire essayer de mettre en équilibre des choses qui sont assez fondamentalement en déséquilibre. Ce travail de régulation n'a rien à voir avec le laisser-faire. Essayer de mettre des forces de toutes sortes en équilibre, ce n'est pas du tout la même chose que laisser faire.

C'est là-dessus que l'on peut essayer de réfléchir, à savoir comment on peut demain mettre de nouvelles régulations dans l'économie, parce que les problèmes économiques ne sont pas derrière nous. On est quand même dans des sociétés qui peut-être ne se défont pas complètement, comme parfois on le dit un peu trop vite, mais qui ont des zones de fragilité très fortes dans l'environnement. Demain, les problèmes de l'environnement ne nous abandonneront pas. Même si l'on peut être comme je le suis, et je ne le cache pas, irrités par des choses qui sont de l'ordre de l'effet de mode autour des questions environnementales, cela ne leur enlève rien de leur sérieux.

Puis aussi réfléchir à d'autres niveaux qui sont peut-être moins fondamentaux mais qui sont très importants dans le quotidien, par exemple ce qui a été évoqué de façon récurrente cet après-midi, à savoir comment réguler les relations entre une multiplicité d'acteurs à l'échelle de territoires qui maintenant sont des territoires immenses, qui ne sont pas les agglomérations, qui sont de vastes régions urbaines. Dans les deux cas qui vont servir de référence ici, on a d'un côté avec l'agglomération marseillaise quelque chose qui ressemble à une immense nappe urbaine le long de la Méditerranée et dans l'arrière-pays et, d'un autre côté, avec Lyon et l'ensemble urbain autour de Lyon, également une grande nappe urbaine, organisée différemment, peut-être avec moins de problèmes sur certains plans.

Ayant dit cela, je voudrais vous demander de parler de la manière dont vous voyez ces nouvelles régulations possibles et dont vous voyez les incertitudes qui sont devant nous.

Philippe San Marco, vice-président de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole en charge de la politique de la ville

Le moment est venu en France de repenser les modes classiques de régulations urbaines nés après la Deuxième guerre mondiale et réajustés au début des années soixante avec leur lot de schémas et de plans, tous porteurs et en même temps expression d'une vision organisée d'un futur maîtrisé. Certes la crise actuelle peut contraindre les plus réticents à devoir revisiter un mode de pensée profondément lié aux « Trente glorieuses ». Encore que, s'agissant de la métropole marseillaise, la crise actuelle a un impact très relatif compte tenu du fait qu'elle est en crise depuis près de cinquante ans. Décolonisation, fin de la rente coloniale, émergence de concurrents directs de ses industries traditionnelles dans les pays issus des indépendances, désindustrialisation massive, délocalisations multiples, Marseille est confrontée depuis longtemps à cette exigence d'inventer de nouvelles régulations. Mais justement cette antériorité permet peut-être de mieux appréhender les nécessités nouvelles et de donner un éclairage singulier, fort de cette expérience sans cesse renouvelée.

I – Posons comme fondement de l'analyse que la période impose de réfléchir autrement que du temps où la puissance publique contrôlait l'essentiel des acteurs et des flux économiques et financiers. Faire face à la crise, c'est d'abord reconnaître que sur des enjeux essentiels, nous avons perdu le contrôle des choses. Deux principaux exemples à cet égard sont ceux de l'économie et de la démographie.

La régulation économique largement aux mains de l'Etat qui avait permis la reconstruction du pays a dû s'adapter, au prix d'un profond ébranlement, aux conséquences logiques de la construction européenne puis à celles de l'insertion dans l'économie-monde. Certes, c'est le succès de chaque phase qui a permis d'affronter la suivante et de créer une économie d'une puissance inégalée dans notre histoire. Mais les ressorts de celle-ci échappent désormais largement aux modes de régulation traditionnels.

C'est ainsi que le port de Marseille était le port naturel de la France vers l'Afrique et l'Asie, une France dont l'essentiel de la production était d'origine nationale et dont les échanges restaient destinés majoritairement à l'espace national. La géographie imposait donc le passage maritime par Marseille. Il ne reste rien de cette évidence. Au point qu'avant de réaffirmer comme un slogan rassurant la vocation maritime de Marseille, on ferait mieux de s'interroger sur les ressorts des flux maritimes contemporains, intrinsèquement liés à une économie-monde dont l'essentiel du contenu se traduit par des échanges maritimes par conteneurs. Or, dans cet environnement, le passage maritime par Marseille n'a rien d'une évidence, bien au contraire. L'essentiel des flux qui arrivent d'Asie a pour destination les ports de l'Europe du Nord. Aller à Marseille constitue pour eux un détournement incertain vers un port dont l'arrière-pays industriel est insuffisamment développé et bien mal relié au reste de l'Europe. La logique commerciale est de suivre une quasi-ligne droite qui va de Port-Saïd à Gibraltar. Seuls les ports qui s'écartent le moins de cette ligne peuvent bénéficier des retombées dues au

trafic maritime contemporain : Malte, Gioia Tauro, Valence, Tanger. Réfléchir à des stratégies de développement économique et social qui s'appuieraient sur le port de Marseille c'est d'abord prendre acte que la puissance publique, l'Etat comme les autres acteurs publics, est désarmée devant cette évolution qui leur échappe complètement. On comprend la difficulté intellectuelle que cela signifie, voire le désarroi que cela engendre. Mais il n'y a pas d'échappatoire. La puissance publique a perdu le contrôle de la situation à laquelle elle s'était habituée et à laquelle elle avait habitué différents acteurs, entreprises et syndicats, qui en ont bien profité et qui ont du mal à accepter cette révolution qui les prive de leur arbitre traditionnel. Il n'y a plus d'arbitre, ni national ni public, ce qui rend totalement destructeurs les conflits qui avaient pourtant tout leur sens dans l'ancienne régulation et qui gardent leur place dans l'imaginaire collectif national auquel sont totalement insensibles les vrais acteurs du trafic maritime mondial dont il vaut mieux comprendre les logiques opératoires.

Une bonne question est alors de s'interroger sur les raisons qui font que Marseille n'est pas le port de Lyon. Celle-ci est une vraie métropole industrielle, dont les fondements sont bien plus importants que ceux de Marseille, historiquement plus vouée à l'échange. C'est une nouvelle régulation qu'il faut alors explorer, certes porteuse d'ambition, mais sans moyens coercitifs.

Une autre bonne question est de s'interroger sur l'insuffisance croissante des grands réseaux de transport autoroutiers, ferroviaires et maritimes qui relient Marseille au reste de l'Europe. Le risque d'enclavement ou de péninsularisation est là, déjà en œuvre, que prépare le grand axe européen de Barcelone à Milan en passant par Lyon et Turin. C'est cet axe qui est retenu par les grands schémas européens qui n'ont par contre rien prévu pour les trente prochaines années dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. C'est d'une nouvelle régulation dont nous avons alors besoin qui ne se limite pas aux périmètres métropolitains ni même nationaux mais conduit par exemple à une action auprès des instances européennes d'une toute autre nature que le bien faible lobbying actuel, organisé dans le désordre, et qui nous paraît toujours un peu répugnant.

On peut développer d'autres exemples qui montrent que l'économie contemporaine échappe aux régulations territoriales d'antan. La filière agro-alimentaire, traditionnellement forte à Marseille, subit ainsi de plein fouet les conséquences de l'évolution de la politique agricole commune et la concurrence des pays émergents. Ne pas le comprendre, l'anticiper et donc en tenir compte dans les schémas de cohérence territoriale et les projets d'aménagement et de développement durable ne peut que conduire à de graves désillusions.

La démographie est une autre dimension essentielle de la perte de contrôle des diverses puissances publiques. Par son ampleur quantitative, planétaire d'abord. L'humanité vient en très peu de temps d'atteindre le chiffre de plus de 6 milliards d'individus et atteindra au moins le chiffre de 9 milliards à l'horizon 2050. Cela ne sera pas sans conséquences dans la gestion des grandes métropoles urbaines où vont se concentrer la très grande majorité des humains.

Avec une ampleur bien moindre, nous constatons ce phénomène chez nous. La ville-centre voit à nouveau sa population augmenter après quelques décennies de diminution. Et déjà le problème se pose de la localisation de celle-ci, c'est-à-dire la question de l'étalement ou du recentrage sur le centre historique. Dans le cas de Marseille, cette problématique est lourde de conflits latents car justement les communes de la périphérie ont vu leur population croître essentiellement du fait de l'afflux de Marseillais qui ne trouvaient plus dans leur ville les conditions de la vie qu'ils souhaitaient, et qui ne veulent surtout pas que d'une manière institutionnelle quelconque Marseille exerce son influence au-delà de ses strictes frontières communales. C'est là un enjeu dont personne ne maîtrise vraiment les développements.

Encore plus importantes sont les conséquences du vieillissement de la population. On ne gouverne pas une métropole de la même manière selon que les actifs y sont majoritaires ou minoritaires. L'ensemble de ses flux internes et externes en est directement dépendant. Or

nous sommes déjà dans cette bascule sur laquelle nous ne pouvons pas grand-chose, sauf à en être conscients.

L'évolution démographique est également caractérisée par une formidable montée en puissance de l'individualisation des comportements. Là aussi, les conséquences en sont immenses sur la régulation des métropoles confrontées moins à des citoyens qu'à des consommateurs de ville, de services urbains, qui se moquent ou ignorent l'histoire des territoires et sont portés par la révolution continue des nouvelles techniques d'information et de communication. Ces dernières modèlent déjà nos villes d'une manière souvent plus importante que ne peuvent y prétendre les décideurs publics.

Enfin, une donnée démographique essentielle est venue bouleverser les traditionnelles régulations urbaines, celles des flux migratoires qui ne cessent de s'intensifier. Au début des années 80, on pouvait par exemple sans rougir poser le triptyque régularisation de tous les sans-papiers présents sur le sol national – arrêt définitif de toute nouvelle immigration – aide au développement des pays d'origine de ces populations. C'est ce qui a été fait en 1981. Dix-huit ans après, on mesure la vanité du propos. Rien n'arrête l'immigration. On peut certes en rendre les conditions plus difficiles, au prix de quelques indignités. Mais en ne régularisant pas on n'a jamais arrêté les flux, on n'a fait que gonfler le stock des sans-papiers. Pour les responsables locaux qui mesurent tous les jours la traduction concrète de cette donnée nationale, il y a là une source d'incompréhension, voire de découragement. Comme si les meilleures volontés sentaient confusément que, de toute façon, l'effort d'insertion des personnes et celui de réhabilitation de quartiers entiers n'aboutira jamais. En témoigne le malaise qui entoure désormais les « politiques de la ville ». Autrefois fer de lance d'une politique volontariste dont on était sûrs qu'elle permettrait de venir à bout des problèmes en quelques années, la politique de la ville s'embourbe aujourd'hui dans les méandres d'une immense bureaucratie sans réel portage politique. Peut-être nous faut-il accepter que nous ne maîtrisions pas cette donnée essentielle de la gestion de nos villes et que le modèle républicain d'intégration des immigrés, qui a si bien fonctionné dans notre pays depuis la fin du XIX^e siècle, soit devenu inopérant, sans qu'un autre ne le remplace.

Nous continuons donc à promouvoir des politiques d'intégration comme nous l'avons fait avec succès dans le passé alors qu'il est possible que se reconstituent sous nos yeux, sans que nous l'ayons décidé, ni voulu et encore moins anticipé, des diasporas dont la vision de leur avenir, si essentielle pour comprendre les comportements quotidiens, n'est ni l'assimilation, ni l'intégration, mais seulement la cohabitation. Enfin, les aléas démographiques voient leur impact décuplé lorsque, c'est le cas de Marseille, l'hyper-centre a historiquement toujours été un des lieux majeurs de fixation des derniers arrivants, et alors même que c'est aussi le principal lieu symbolique où va se jouer l'image de la ville, là où la mise en scène que celle-ci construit pour se positionner dans la compétition mondiale entre les métropoles va trouver son plein éclat. La contradiction est explosive, mais comment pourrait-il en être autrement ? Les conflits, loin de s'apaiser, ne font que s'intensifier, sans solution puisque continuent de s'ignorer une réalité humaine qui échappe au contrôle et des politiques qui voudraient bien que l'imaginaire perdure.

II – C'est en fonction de cette analyse préalable que la dimension institutionnelle de la crise prend toute sa dimension. Car poser lucidement la mutation des fondements de l'action publique n'a pas pour objectif ni pour conséquence de justifier un quelconque renoncement. Bien au contraire, ce n'est qu'après avoir pris conscience des nouveaux enjeux qu'on peut poser un autre regard sur les outils mis à notre disposition pour agir. Or clairement, faire face dans la situation institutionnelle présente relève de la gageure, tant les institutions communautaires pénalisent et entravent l'action publique pourtant indispensable. La division de la région urbaine Marseille-Aix en sept entités métropolitaines bien séparées les unes des autres, dont les composantes s'ignorent encore plus que par le passé où l'on avait vu le maire

de Marseille présider l'EPAREB (Etablissement public des rives de l'étang de Berre), est à cet égard caricaturale. Et au sein même de Marseille, pour détourner malicieusement le sens du titre de ce colloque, ce sont en effet plusieurs « gouvernements urbains » qui se superposent et s'enchevêtrent sur le même territoire. C'est ainsi que les grandes décisions impliquent l'accord de l'Etat, de la Région, du Conseil général, de la Mairie, de la Communauté urbaine, et bien souvent encore celui de l'ANRU ou de la Caisse des Dépôts et Consignations, sans oublier la SNCF, l'établissement public d'Etat Euroméditerranée, l'association « Marseille Capitale Européenne de la Culture en 2013 », ou le Grand Port Maritime. Pour reprendre la plaisanterie sur « l'Europe, quel numéro de téléphone ? », on peut aussi affirmer que bien malin est celui qui sait quel est le pilote de ce territoire où tout est fait pour brouiller les pistes. La situation n'est pas plus brillante pour la gestion quotidienne qui voit pour le moindre espace public les compétences respectives de la commune et de la Communauté urbaine étroitement imbriquées les unes aux autres, ce qui est une source permanente de conflits et de paralysie.

Disons les choses simplement : depuis cinquante ans, les pouvoirs publics, confrontés au lancinant problème de la nécessité de réduire la division du territoire en 36 000 communes qui rend impossible une action publique adaptée aux temps présents, ont contourné sans cesse le suffrage universel. Syndicats de communes, districts, Communauté de communes, Communautés urbaines : c'est l'ensemble de nos concitoyens qui sont désormais administrés par des structures qui ne sont pas élues au suffrage universel direct, mais sont le fruit de savants dosages dont le lien avec l'électeur est absent. Un problème de démocratie est donc posé, qui devrait à lui seul réveiller les consciences. Mais ce n'est pas le seul. C'est le contenu même des politiques menées qui va en être affecté. Car sur quelle base, sur quel programme, pour quels objectifs, les exécutifs ainsi mis en place au deuxième degré, peuvent-ils s'engager alors que ces élus sont tous élus dans le cadre communal qui reste totalement sanctuarisé et qui est le seul lieu légitime de l'expression du débat démocratique ? A chaque élection, il y a ainsi dans notre Communauté urbaine autant de programmes et de listes que de communes, sans aucun lien les uns avec les autres. Les vrais clivages sont présentés aux citoyens au niveau de chaque commune, et c'est à ce niveau qu'ils tranchent. Enfin, ainsi le croient-ils, car après l'élection, pour la mise en place des structures communautaires auxquelles a été transféré l'essentiel des compétences communales, alors commencent, dans une opacité totale, entre gens issus de territoires différents et sans aucun lien avec une couleur politique quelconque, des marchandages qui débouchent toujours sur des accords à minima, dénués de toute légitimité démocratique puisque non présentés aux citoyens ni portés par ceux-ci. C'est donc institutionnellement le règne des petits accords entre amis sans contenu.

On comprendra qu'il soit vain d'en attendre des décisions courageuses ou simplement concernant le moyen ou long terme. Sans mandat politique, nous sommes ainsi contraints à la gestion à la petite semaine et à l'improvisation. Il y a quelques jours le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, élu de la liste battue à Marseille, s'est ainsi entendu dire par le maire de Marseille, à propos d'une réforme du ramassage des ordures ménagères que ce président avait annoncée : « Il ne vous appartient pas de choisir pour Marseille. Certes la loi vous donne des responsabilités à MPM, mais le suffrage universel qui s'est exprimé ne vous en donne pas le droit. Vous dites qu'on fera du 100 % public, c'est nous qui verrons si c'est utile ! » On ne peut être plus clair. D'ailleurs, pour faire bonne figure et répondre aux exigences du politiquement correct, l'accord qui permit la mise en place des instances communautaires après l'élection surprise d'un président issu de la liste battue à Marseille (800 000 habitants) auquel des élus des autres petites communes de la périphérie (200 000 habitants) et de bord politique opposé ont dans le secret de l'isoloir apporté leur suffrage, fut de manière plaisante intitulé « accord de gouvernance partagée », ce qui plaît aux gens de communication et aux crédules alors qu'il ne s'agit que d'une mascarade. Voilà à

quoi mènent inéluctablement des institutions complexes coupées du lien direct avec le citoyen. Que les Marseillais soient plus talentueux que d'autres pour la mise en scène théâtrale de ce désordre, c'est possible. Mais avant d'incriminer les personnes, acceptons de mesurer le poids de la responsabilité des structures elles-mêmes qui permettent et conduisent à ce type de comportements.

Les choses étant ce qu'elles sont et en attendant un hypothétique « Big-Bang » institutionnel, il faut donc faire fonctionner le système. Cet enchevêtrement des collectivités et de compétences ne favorise pas l'émergence de leaderships. C'est toujours vers le bas qu'il faut chercher les solutions consensuelles.

III – Les nouvelles régulations relèvent ainsi d'abord de la diplomatie, de la recherche patiente d'un minimum d'accord sur une base précaire et révocable, pour un objet déterminé et pour une durée également déterminée. Personne ne contrôlant réellement l'ensemble d'un processus et l'incertitude étant généralisée du fait de l'évolution analysée en première partie, il faut donc s'adapter en permanence, et inventer tous les jours de nouvelles règles du jeu.

L'exemple marseillais fait ainsi apparaître de multiples modes de régulation, de formes très diverses et dont il est éclairant d'analyser les résultats.

Dans ce qui marche le mieux, je retiendrai quatre exemples significatifs :

1 – L'établissement public d'Etat Euroméditerranée est sans conteste une réussite. Non pas qu'il n'y ait pas débat sur certains aspects de ce qui se passe dans son périmètre, il y en a et de sérieux. Mais, institutionnellement, c'est un garant de continuité et d'application de politiques à long terme. Le contenu en est très étroitement surveillé par l'Etat qui en nomme le directeur général. Les diverses et multiples élections locales dont sont issus les administrateurs élus de son conseil d'administration ne changent strictement rien au cap poursuivi.

2 – Le Grand Port Maritime, récent héritier du Port Autonome (dont l'autonomie était essentiellement à l'égard des collectivités locales) est également un mode de régulation positif, et pour les mêmes raisons. Là encore, le poids de l'Etat est déterminant qui nomme également le directeur général et dont les administrateurs élus au conseil d'administration ne pèsent pas grand-chose.

3 – L'association pour la candidature et la préparation de « Marseille capitale européenne de la culture en 2013 » est également un mode de régulation original qui a permis de dépasser tous les clivages politiques et institutionnels sur un territoire dont l'échelle est enfin pertinente. Mais cela n'a pu se faire que par la mise en retrait de tous les élus au profit du président de la Chambre de commerce et d'industrie et en confiant la direction générale à une forte personnalité, connue pour sa grande compétence, et contre laquelle aucun élu ne peut s'opposer, sauf à se mettre hors jeu.

4 – La Friche de la Belle de Mai, spectaculaire opération de réhabilitation d'une friche industrielle et de réhabilitation urbaine au travers d'une action culturelle de très grande envergure, illustre également un mode singulier de nouvelle régulation. Mais, là encore, le pilotage n'est pas réellement politique. Certes, il a été conçu à l'origine et porté avec ambition par Robert Vigouroux et son adjoint à la Culture, Christian Poitevin. Mais depuis une douzaine d'années, une personnalité hors du commun, Philippe Foulquié, a réussi à naviguer au milieu de mille embûches et a fait de cette structure une sorte de « vache sacrée » dont chacun comprend bien qu'il ne saurait sans préjudice porter la responsabilité d'une mise en échec. C'est déjà ça, mais cela n'aide pas à la respiration pérenne d'une action qui, malgré les formidables succès reconnus au niveau international, repose trop souvent sur le talent de quelques-uns, le dévouement de beaucoup d'autres, tous s'épuisant dans le fonctionnement de structures artisanales.

Dans ce qui ne marche pas de manière satisfaisante, je relèverai également quatre exemples significatifs :

1 – Le plus grave, le plus inquiétant, est tout ce qui concerne le centre-ville. Depuis trente ans, toutes les municipalités s’y sont intéressées et, de bonne foi, y ont déployé des politiques ambitieuses et des moyens spécifiques conséquents. Beaucoup y a été fait. Et pourtant, peut-être justement parce que chacun a le sentiment d’avoir fait le maximum, le malaise s’installe car personne n’est réellement content du résultat. Devant l’urgence que crée la perspective d’accueillir des millions de touristes en 2013, et où sinon principalement justement dans le centre-ville, le mauvais tango auxquels se livrent la municipalité et la Communauté urbaine éclaire d’une lumière blafarde les conséquences de la crise institutionnelle et l’absence de nouveaux modes de régulation sur un enjeu essentiel. Nous serons malheureusement amenés à en reparler.

2 – La politique du logement est également ballotée entre l’Etat qui détient l’essentiel des crédits, la gestion de ceux-ci en contractualisation avec l’instance communautaire et l’instruction des permis de construire au niveau communal. Il est déjà difficile de mettre ces trois instances d’accord sur des principes. Mais l’application de ceux-ci donne lieu à des manœuvres diverses parfois peu glorieuses mais toujours paralysantes.

3 – En matière de grandes infrastructures de déplacement, la régulation est fortement déficiente alors même qu’il s’agit d’enjeux essentiels pour l’avenir. Nous avons vu en première partie que cela participait largement de la perte de contrôle de la situation par les diverses puissances publiques, or rien n’est réellement fait pour y remédier alors que le statu quo est lourd de conséquences négatives.

4 – Le dernier exemple significatif est celui de la dite « politique de la ville ». En tant que vice-président délégué à la politique de la ville, il n’est pas de réunion du conseil communautaire où je ne présente pas un rapport. Mais s’agit-il de ma part de l’expression d’une politique ? En aucun cas car ces rapports impliquent en amont la signature de responsables de l’Etat, de l’ANRU, du Conseil régional, du Conseil général, de la commune concernée, et bien souvent encore d’autres organismes, Caisse des Dépôts et Consignations, organismes de bailleurs, etc., et leur contenu est la résultante de tant de réunions de concertation qu’on ne sait plus qui décide de quoi. La machine tourne, certes, mais personne n’en est vraiment responsable et les citoyens n’en voient jamais la fin.

Il est navrant que dans la ville de Gaston Defferre, père de la décentralisation, ce bilan fasse apparaître une formidable régression des modes de régulation classiques et que la seule manière de s’en sortir soit de réimpliquer directement et fortement l’Etat, ou de réussir à contourner les collectivités locales. Laisées à elles-mêmes, celles-ci, prisonnières qu’elles sont de dispositifs institutionnels pénalisants, n’arrivent pas à répondre aux nouveaux défis.

Pour conclure, j’évoquerai deux dimensions essentielles qui permettraient d’aider à l’émergence de nouvelles régulations.

La première a trait aux diverses procédures qui permettent de se projeter dans l’avenir. Schémas de cohérence territoriale, projets d’aménagement et de développement durable, venant après tant d’autres plans locaux d’urbanisme, projets de ville, projets d’agglomération, documents stratégiques de développement, plan de déplacements urbains, directives d’aménagement territoriales, et j’en oublie sûrement. Un énorme travail a ainsi été entrepris depuis trente ans. Il est le plus souvent remarquable et pertinent. Il a accompagné l’émergence d’une technostructure locale de qualité qui faisait défaut avant la décentralisation et qui désormais est incontournable. Mais l’accumulation de ce travail indispensable doit justement permettre maintenant d’y mettre fin, de s’en libérer et de passer à autre chose. Car c’est d’autre chose dont nous avons besoin désormais pour mobiliser des acteurs nouveaux sur des territoires dont l’échelle doit être celle des exigences, des menaces mais aussi des espoirs. Le PUCA ferait œuvre utile en aidant, partout en France, à l’émergence de processus et de contenus qui ne soient pas la répétition de ceux hérités de la période précédente, mais qui correspondent aux enjeux de notre temps. Cela me paraît être d’une grande urgence.

La seconde dimension est celle qui a trait aux nouveaux acteurs au premier rang desquels doivent revenir et s'imposer les citoyens. On l'a vu tout au long de cette analyse, ceux-ci sont de plus en plus éloignés des centres de décision, rarement élus au suffrage universel direct, et en même temps ces citoyens sont les premiers témoins de l'impuissance croissante de ceux qui sollicitent leurs suffrages. Au lieu d'apparaître comme la quadrature du cercle, cela devrait au contraire être vécu comme éclairant justement un élément de la solution. Car la démocratie a encore en France de grands espaces à conquérir. Il suffit pour s'en convaincre de regarder ce qui se passe chez nos voisins en comparaison desquels nos procédures de débat public frappent par leur pauvreté. Les enquêtes publiques, par exemple, sont aujourd'hui au mieux inutiles, au pire l'objet de manipulations diverses. Je ne résiste pas à citer ainsi la procédure préalable à une déclaration d'utilité publique d'un programme de restauration urbaine dont l'approbation du contenu est essentielle à la suite des opérations d'urbanisme, et dont le public fut informé soit par des petites affichettes illisibles collées à deux mètres de hauteur et en des endroits les plus incertains, soit par des annonces légales dans les journaux rédigées dans le pur style administratif dont personne ne songe à se demander qui les lit et encore moins qui les comprend. Inutile ensuite de s'étonner que le nombre de personnes qui viennent exprimer leur opinion soit dérisoire, ce qui justifiera in fine de ne pas en tenir compte. La boucle est ainsi bouclée, le système fonctionne sur lui-même, comme « hors sol », sans lien avec les populations pourtant directement concernées et dont l'information et la mobilisation sont pourtant les seuls gages qu'ensuite une puissante volonté politique aura la légitimité nécessaire pour porter ces projets dans la durée.

Il n'y a pas de démocratie sans citoyens. Il n'y a pas non plus d'ambition territoriale qui ne soit portée par l'opinion, informée selon les exigences et avec les moyens contemporains, et dont les amples débats sur des contenus doivent être tranchés dans les urnes. La lucidité sur l'ampleur des phénomènes mondiaux qui nous submergent et sur la modification des moyens de l'action publique qui en résulte pour partie ne doit donc pas conduire au renoncement ou au cynisme mais au contraire appelle à un sursaut, à sortir des tranchées faussement sécurisantes et à inventer de nouvelles manières d'être et d'agir. Merci aux responsables et aux animateurs du programme POPSU de nous y aider.

Alain Bourdin

J'interpelle maintenant Olivier Brachet pour qu'il réagisse.

Olivier Brachet, *vice-président du Grand Lyon en charge de la politique de l'habitat*

J'ai bien entendu Philippe San Marco qui nous a expliqué comment tout cela ne marchait pas mais je ne me sens pas du tout obligé de lui faire croire que je vais lui expliquer comment cela marche ici... J'espère que cela marche, en tout cas ce que nous avons entendu aujourd'hui a tendance à nous le faire croire.

Ce que je partage bien c'est où est-ce que l'on a le droit d'insinuer, en quelque sorte, nos angoisses dans tout cela. Considérant tous les efforts qui sont faits pour que la négociation, le partenariat, les territoires, tout ce à quoi l'on aboutit aujourd'hui qui fait que d'une manière complexe, d'une manière régulée, on arrive quand même à tirer les leçons de et à faire des choses, nous avons ainsi la sensation d'être à la hauteur des événements, et même parfois, dit-on, le souci de préparer l'avenir. On pourrait vivre bien avec cette idée-là.

Malheureusement, je suis élu depuis deux ans et je ne voyais pas les choses comme cela auparavant, nous sommes un peu partagés entre les petites choses et les grandes choses très angoissantes. Comme vice-président au logement, il y a des petites choses qui sont déjà compliquées à faire, c'est comment faire 3 600 logements sociaux par an, par exemple, et les faire pendant six ans. Il faut s'y tenir, et même si l'on fait plein de commentaires autour, il faut les faire. C'est quand même trois fois plus qu'avant.

Ce qui est très angoissant c'est en quoi, faisant cela et puis quelques autres choses autour, on répond aux grands problèmes qui se posent. C'est là où, avec les services, on se rassure en se disant que la boîte est pleine de projets connexes, de systèmes intermédiaires qui font que l'on est dans une logique de l'action. Mais quand même, sur le plan du logement, l'idée que cela pourrait marcher ne m'habite pas. En réalité, cela ne marche pas et je crois que cela va marcher de moins en moins. Je pense que les difficultés que nous rencontrons sont grandes, se sont aggravées et vont continuer à s'aggraver.

Il y a la vision programmatique qui nous dit qu'il faut 300 000 habitants dans le SCOT, 7 500 logements à construire tous les ans pendant x années, qui est une vision qui correspond à un monde qui, quelque part, n'est déjà plus celui dans lequel on est. D'abord parce qu'il faudrait pouvoir débattre de toutes les autres crises. La crise de la quantité, c'est une vraie grande crise mais on parle peu de celle des ayants-droit. On aura beau mettre tous les Roms de la terre en file indienne derrière la demande de logement social HLM, on a un problème d'ayants-droit et l'on ne résoudra ni par la construction, ni par la quantité, la demande qui s'adresse à nous depuis la Roumanie par exemple.

Ce monde urbain de demain vers lequel on va, qu'on tricote dans des visions améliorées, confortabilisées, où l'on prend en considération le durable dans tout ce qu'il a d'écosystémique, qui est un monde plus équilibré, il est quand même quelque part à l'envers des grandes tendances que l'on observe où ce qui se fabrique en vrai c'est de la fracture, des structures nouvelles, de la monofamille, de l'irrégularité de séjour, des itinéraires qui ne sont plus du tout ascendants. Quand 60 % des Français vous disent dans un sondage qu'ils ont peur de devenir SDF, il y a quand même dans les têtes des choses inquiétantes quant au degré de confiance que nos concitoyens accordent à nos systèmes.

Je crois que l'on doit ouvrir un grand débat sur le degré de solidité de nos systèmes urbains face à ces crises en cours, qui ne sont pas seulement quantitatives, d'adaptation ou de croissance, mais qui sont des crises de nature plus civilisationnelles dans lesquelles le chaos peut arriver en cinq minutes. Je l'ai vécu à Lyon. Quand Sarajevo bascule, d'abord c'est une ville moderne et développée qui bascule, c'est une ville olympique, et c'est aussi des flux migratoires qui arrivent jusque chez nous. Ce chaos-là, même s'il n'est pas prévisible, n'a jamais été autant à nos portes.

Face à cela, comment avoir une vision des choses ? Deux termes ont été employés dans cette journée, la vision et la communauté de destins. La vision c'est une vision qui puisse intégrer la part d'insécurité globale et de la menace à laquelle on doit, par anticipation, par réflexion, par précaution, réfléchir. Est-ce que c'est le climatique qui va nous y faire penser ? Je ne suis pas absolument certain que ce soit cela qui arrive le plus vite. Est-ce que c'est de cette manière-là que l'on va l'intégrer ou est-ce par une réflexion sur ce que d'ores et déjà nous n'arrivons pas à faire logiquement tous les jours ?

Ce qui était évident avant, qui devient une question aujourd'hui, sera probablement un mystère dans pas longtemps : voir ces villes, ces grandes villes arriver à être pratiquées encore de manière rationnelle par les habitants, même si l'offre est rationnelle, même si REAL est rationnel. Je ne sais pas comment on peut, sans être insensé, penser que tous ces gens qui sortent de chez eux le matin arrivent à retrouver la porte d'entrée le soir après une longue journée. Si l'on réfléchit dans ces termes-là et que l'on veut bien les démultiplier à l'envi par toutes les menaces et obstacles qui vont les accompagner toute la journée, on se dit bien qu'un jour il va y avoir une panne ou quelque chose comme un dérèglement possible.

En tous les cas, je crois que cela fait partie, dans ces défis, des visions que l'on doit avoir. Dans ce que l'on a fait ces trente ou quarante ans passés qui pourrait nous servir à bien penser les trente ou quarante ans qui viennent, il faut aussi que l'on y intègre les grands cycles des destinées urbaines. C'est-à-dire qu'il y a des phases ascendantes, il y a des phases descendantes, on n'a pas le même destin pour toutes les villes, il y a des choses qui dérapent,

il y a des choses qui capotent et, par conséquent, il faut assumer dans la communauté de destins la part tragique qui réunit ceux qui ont décidé de parler ensemble. Il n'y a pas que des bonnes choses, il n'y a pas que de bons espoirs et la communauté doit aussi penser le tragique de l'histoire.

Je suis pour philosopher un peu les choses, même si ce n'est ni ma discipline, ni ma profession, si l'on veut s'atteler à la résolution des problèmes dont on parle le plus quotidiennement. Prenons le logement accessible, par exemple. On a de plus en plus besoin de logement accessible mais on ne sait pas en faire et on en fait de moins en moins qui soit accessible. Puis on en rajoute des couches avec du vert, ce qui fait qu'il est encore moins accessible, on l'impose aux HLM, avant tout les promoteurs, donc c'est encore les HLM qui payent le coût. C'est bien mais, en réalité, on n'est pas en mesure aujourd'hui de garantir à Paris qu'un ménage avec deux petits salaires puisse trouver un logement, donc ce n'est même plus une question de pauvreté mais de se loger. Donc les problèmes s'aggravent.

On le voit bien aussi sur nos villes, ici, où les crises ne sont pas les plus graves mais où elles sont quand même extrêmement sensibles quand on voit la vitesse à laquelle se développent les nécessités de l'hébergement. Là où je travaillais, nous mettions 17 millions d'euros uniquement dans l'accueil des demandeurs d'asile, 7 millions d'euros par an dans l'hôtellerie privée, uniquement pour le soir. Ces grands problèmes qui nous affectent sont à penser aussi, je le crois, dans un cadre élargi.

J'insiste sur le fait que nous sommes dans des systèmes qui peuvent périlcliter rapidement. Par conséquent, on ne doit pas se sécuriser dans une approche où la vision programmatique suffirait à nous sécuriser, même si elle est absolument nécessaire, toutes les négociations sont nécessaires, tous les partenariats sont nécessaires, mais cela ne sécurise pas tout et il ne faut pas que cela nous empêche de penser les risques, c'est-à-dire tout ce que l'on ne comprend pas. Je ne vous parle pas de la fuite de gaz, le vrai grand risque c'est ce que l'on ne comprend pas, c'est ce que l'on n'a pas rendu intelligible. C'est ce que nous avons appris des leçons récentes de l'histoire. Qu'est-ce qui se passe quand le Mur de Berlin tombe ? Il ne se passe pas du tout ce que l'on avait prévu qu'il se passe. Les choses ne s'apaisent pas, elles sont plus compliquées.

Aujourd'hui, je pense que nos villes sont très difficilement capables de penser les flux, les flux migratoires dont parlait Philippe San Marco, mais aussi la globalisation des flux. Quand on voit qu'on est dans un monde avec 200 millions de migrants et où les grandes villes du Tiers-monde sont avant tout traversées par les flux migratoires, on voit bien que nous, quand on est sollicités sur ce terrain-là, on sature à 100, 200 ou 1 000 de plus. Cela ne va pas à l'échelle des grands événements de la planète. Quand il faut évacuer par voie aérienne six mille Kosovars et qu'ils arrivent à Satolas, ce n'est pas facile de les caser le soir, et cependant il faut trouver des solutions à ce genre de problèmes, au moins des solutions temporaires. Il y a la question de faire des offres en milieu urbain qui sont des offres qui commencent et qui finissent – on sait faire des offres qui commencent, on ne sait pas faire des offres qui finissent, ce qui est une grande partie des problèmes sur les mobilités.

J'ai eu la chance d'exercer un mandat de conseiller spécial à la Commission européenne sur le problème des migrations au niveau européen, et je trouve qu'il y a quand même dans la discussion intercommunale, dans cet espace de la constitution des métropoles, beaucoup de choses qui ressemblent à la négociation européenne, même si cela n'aboutit pas à la même chose. C'est une manière d'espérer, c'est aussi peut-être une manière de désespérer, à vous de choisir. Quand la commune de Saint-Symphorien ne veut pas participer, quelque part cela me fait penser à Malte qui lève le doigt et qui dit : nous, nous ne pouvons pas les accueillir tous, tout seuls.

Situons-nous peut-être un peu dans l'histoire, sachant qu'on est dans des choses qui ont un degré d'éphémère malgré tout et qui ne sont pas sans risques. J'ai toujours une petite

inquiétude sur l'intrusion du culturel dans tout cela pour faire prendre la mayonnaise et créer de l'adhérence. Ce sont des questions que je me pose : pour qui ? Pour quoi ? Je me demande si c'est une ruse de l'histoire, dans le temps des incertitudes et dans le temps des risques, et si la culture n'est pas là pour nous dire : ce soir, il y a quelque chose et puis après on rentre à la maison... Ce sont des idées que je lance comme ça.

Ces villes qui sont des feux qui tuent et font vibrer en même temps ne dureront que tant que l'on sera capables d'y investir de l'argent et que, d'une certaine manière, on pourra nourrir le feu. Je crois qu'il y a un grand défi demain entre le fait qu'il va falloir que l'on admette le développement des flux humains, de leur administration, et en même temps une massification des mobilités à toutes les échelles. Il faudra que l'émigration se fasse de manière beaucoup plus administrée parce qu'il n'y aura pas d'autres solutions, mais dans des proportions beaucoup plus importantes et développées. En même temps, je ne peux pas ne pas penser que cela aura des contreparties sur la sédentarisation d'un certain nombre d'autres flux, je pense entre autres aux flux financiers. Il faudra bien que tous ces capitaux qui flottent, on les attache un jour quelque part, ils pourront peut-être un jour servir à faire vivre encore un petit peu nos villes à l'échelle du grand temps.

Alain Bourdin

On pourrait dire que c'est un tableau très pessimiste, mais je crois que ce n'est pas cela le sujet. Vous avez tous les deux des mandats politiques, vous avez tous les deux une assez grande expérience de la chose publique sous différents angles. Nous sommes dans des situations de grande incertitude que nous venons de décrire, ce qui est formidable parce que c'est là que l'on peut faire des paris osés. Là où vous êtes, à votre avis, sur quoi faut-il parier ? Que sont les paris osés qu'il faut faire à Marseille ou à Lyon ?

Philippe San Marco

J'ai besoin du PUCA pour être entendu ailleurs que dans nos collines. Je crois vraiment que tous les processus de réflexion sur la ville nous pénalisent. Ils sont excellents mais le sol a changé sous nos pieds et il y a urgence, il y a le feu dans la maison. Je vois des documents du SCOT qui me sont présentés et dont on va débattre... Ils sont excellents, tout y est bien, je les retrouve, ce sont les mêmes depuis vingt ou trente ans. Ils sont très bien, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ! On va les mettre de côté, et voilà ! On participe d'ailleurs de ce fait à la démobilitation des élus, après la démobilitation des citoyens.

Le pari, mais il faut d'abord accepter ces choses un peu rudes que nous disons, c'est bâtir un nouveau volontarisme avec embrayage sur la réalité. Cela signifie dire les choses, dire ce qui ne va pas, les limiter à trois ou quatre au grand maximum, et vraiment associer les citoyens à la réflexion et à la décision. Car aujourd'hui, ceux-là sont les gens que l'on ne voit jamais sinon quand c'est trop tard, et à ce moment-là on les traite de mauvais coucheurs et ce sont des procès qui n'en finissent plus.

Je crois que le préalable est intellectuel, là. Il faut que l'on sorte de notre routine, sinon l'on ne va pas y arriver et l'on va se trouver tout à coup avec des villes en perdition. Avec Marseille, c'est pratique, on se dit que là c'est autre chose, que c'est Marseille... Je crois que vous, vous êtes au bord, sans arrêt, Paris pareil ! Et peut-être que c'est moins grave pour nous parce que, nous, on a l'antériorité dans le chaos, donc on se débrouillera... Je crois vraiment qu'il faut se sortir des procédures habituelles, donner quelques grands axes qui sont à la fois ce qui est structurant et sur lesquels il faut que l'on soit bien d'accord au départ. N'attendons pas la grande réforme, le Big-bang institutionnel, cela ne marche pas. C'est donc sur des projets extrêmement limités. Par exemple dans le domaine de l'économie, c'est tout ce qui tourne autour des grandes infrastructures et de l'accessibilité. Ce sont des choses très simples, nous avons tout cela dans les bagages mais personne n'en parle, cela n'embraye pas dans les discours politiques.

Deuxièmement, c'est tout ce qui est cohésion sociale. Si l'on ne veut pas que le feu prenne vraiment, il faut que l'on reprenne complètement tous nos dispositifs de cohésion sociale qui aujourd'hui s'appuient sur des dispositifs d'après-guerre, on va dire, qui étaient formidables, mais on est aujourd'hui dans des déficits colossaux et personne n'y échappe. Donc on ne peut plus faire ! Et si l'on continue à raisonner de la même façon, cela ne peut que se traduire par du refus, avec de la colère et de l'insatisfaction qui vont monter.

On a en échange des élus et une population qui trouvent que l'on en fait assez pour tous ces gens et qu'il n'y a qu'à arrêter. C'est comme cela que ça commence à se démembrer un édifice public. Je crois que si l'on veut éviter cela, il y a intérêt à aller vite sur ce deuxième enjeu.

Je ne parle pas des enjeux environnementaux parce que je crois que, au-delà de l'effet de mode, ils vont nous ramener aux fondamentaux de l'urbain : ce sont les transports en commun, la lutte contre l'étalement, le désengorgement des villes, etc. Donc je ne m'en préoccupe pas de ceux-là, heureusement qu'ils arrivent, et si l'on peut s'en servir, tant mieux, à la limite l'effet de mode va m'arranger.

Olivier Brachet

Je crois qu'un des gros enjeux de l'agglomération lyonnaise c'est son enjeu spatial. On a un espace qui représente un enjeu majeur dans lequel il y a des capacités, un potentiel de développement considérable, et la bonne gestion prévisionnelle de comment tout cela va fonctionner constitue sans doute un des très gros enjeux.

Sur la partie institutionnelle, je serais moins sévère que vous en me disant que, dans l'espace de l'agglomération, j'ai quand même le sentiment qu'il pourrait se jouer une partie institutionnelle dont l'intérêt pour nous n'est pas négligeable. D'abord parce que nous souffrons d'une tradition des découpages qui n'a pas facilité la tâche historiquement parlant. On nous a quand même imposé une Communauté urbaine pour nous obliger à travailler ensemble, ce n'est pas quelque chose que l'on a totalement délibéré de notre propre fait. Mais les incidents de l'histoire font que, finalement, on avance avec un coup de pied dans le derrière, ce qui force un peu les choses.

Il y a un rapporteur de la loi sur la réforme qui s'appelle Dominique Perben, un ministre qui s'en occupe qui s'appelle Mercier, et il y a un président du Grand Lyon. Je me disais que si on les enferme dans un cabinet noir, comme pour l'élection d'un pape, en leur disant qu'ils ne pourront sortir que quand ils se seront mis d'accord, il y aurait peut-être là une hypothèse de construction empirico-réglementaire. En tout cas, il y a un espace de négociation qui se fait jour, je parle localement. Sans rentrer dans la critique, souvent fondée, des détails, il y a quand même à mon sens un rendez-vous dont on va voir comment il va tourner, même si ce sont les grands débats nationaux qui risquent de lui faire prendre sa couleur définitive. Je sens que si nous avons les coudées franches sur ce sujet et si le temps du rendez-vous était utilement employé, il y aurait peut-être, par l'art de la discussion, un montage qui serait adapté au temps présent.

Le troisième enjeu est un enjeu relativement moral parce que dans les insécurités que j'évoquais tout à l'heure, les menaces, toutes ces considérations pour le risque qui sont à mon avis importantes, il y a aussi l'obligation, quand c'est possible, de traiter les problèmes les plus graves de manière relativement volontariste. On peut consacrer des moyens pour faire en sorte que les gens vivent bien et que ceux qui vivent le plus mal vivent un peu moins mal. C'est le troisième enjeu qui, pour certains de ses aspects, est porté à court terme avec une certaine volonté.

Débat avec la salle

De la salle

Je voudrais intervenir sur l'incertitude. J'ai eu l'occasion de travailler avec des militaires qui sont, eux, dans un paysage d'incertitudes. L'incertitude est un monde et ils travaillent de façon très précise avec les incertitudes. Il y d'abord les incertitudes fortes et les incertitudes faibles et il y a aussi les incertitudes que l'on peut maîtriser au cours du temps, c'est-à-dire qu'en travaillant, en avançant on peut réduire l'incertitude. Puis il y a des incertitudes qui restent fondamentalement des externalités que l'on ne peut pas gérer.

Je crois qu'il serait intéressant, dans le domaine de la ville, de se faire aider par ces gens-là. Cela s'appelle « paysages stratégiques » et cela sert pour les terrains engagés. Quand je leur ai demandé comment on pouvait appliquer ces méthodologies, ils m'ont dit que c'est extrêmement important parce qu'ils « jouent » avec la vie des hommes et qu'ils ont besoin de la théorie des jeux. C'est quelque chose qui est très mal compris des hiérarchies militaires françaises, ce qui n'est pas du tout le cas dans les systèmes anglo-saxons.

Puis vous allez peut-être me trouver naïf mais je me demande dans quelle mesure un porteur qui remonterait à l'Europe, aidé par des scientifiques, ne pourrait pas obtenir des fonds pour les collectivités et voir combien cela coûterait pour régler les problèmes de Marseille, par exemple, et aider ce territoire à ne pas partir dans une spirale. Est-ce que vous ne pourriez pas vous appuyer beaucoup plus sur la société civile, éclairés par des chercheurs, et éclairés surtout par vos connaissances. Je suis architecte-urbaniste, je fais de l'opérationnel et de la recherche et suis en train de développer de nouveaux outils d'éclairage de la complexité urbaine pour, justement, vous aider.

Philippe San Marco

La référence à l'expérience militaire est très intéressante mais il faudra que l'on trouve le moyen de dire les choses autrement parce déjà que j'ai du mal, là on va dire que je suis complètement fou...

Je vois bien la difficulté, je vois bien l'urgence, après on a besoin d'aide, c'est évident, en tous les cas on n'échappera pas à l'émergence de consensus forts mais dont l'objet et la durée seront limités. Si l'on arrivait déjà à cela... Alors que nous, nous avons un consensus pour ne rien faire, chacun reste chez soi et on est tous d'accord.

Par ailleurs, je crois que l'on n'a pas besoin d'argent à Marseille, des fonds il y en a plein, notre région est celle qui renvoie le plus de fonds à l'Europe ! Donc avant d'en solliciter, il faudrait déjà consommer ceux que l'on a. Je ne me préoccupe pas des fonds, je me préoccupe de la volonté politique. Compte tenu de ce que je viens de dire et compte tenu de la nouveauté des défis, il n'y a pas de volonté politique et rien n'est fait pour qu'elle s'exprime. Je ne pense pas que l'on soit mauvais, je pense qu'on nous met la tête sous l'eau, ce n'est pas pareil, et qu'on nous la maintient bien ! Et il faut être remarquables, avec un tuba qui bouge de temps en temps, pour arriver à surnager et à faire quand même des choses. C'est cela que la réalité institutionnelle nous impose.

Laissons tomber le Big-bang, s'il arrive il sera le bienvenu. Ce qu'on fait nos ancêtres en 1789 devrait quand même nous rappeler que des choses sont possibles dans ce pays, mais faut-il qu'il explose pour cela. Je ne le souhaite pas, mais en attendant qu'il explose et que des choses soient décidées avec une facilité qui nous consternerait, essayons, par de nouvelles régulations, à arriver, sur des projets à objet et à durée limités, à ce qui est en effet une volonté politique. Et dès lors qu'il y a une volonté politique, les problèmes de financement sont secondaires.

Clôture de la journée

Olivier Brachet, vice-président du Grand Lyon en charge de la politique de l'habitat

Je ne suis pas dans la situation où il y a un manque de volonté politique, je pense que nous avons une volonté politique forte sur le Grand Lyon et peut-être probablement au-delà. Je crois qu'aujourd'hui dans les équations qui se travaillent à travers la grande métropole, le G3, avec Saint-Etienne et la CAPI, il y a des volontés qui s'additionnent et qui sont à la hauteur des grands enjeux de moyen terme. Pourquoi ? Pour penser des formes de rationalité améliorées, des projets communs, des synergies efficaces, puis, finalement, disons les choses simplement, pour améliorer le sort des gens et qu'ils vivent bien.

J'ai appris beaucoup de choses aujourd'hui et je tiens à féliciter tous ceux qui ont raconté par le menu détail tout ce maillage de partenariats, complexe, qui aboutit à faire nos communautés comme elles sont.

Une question se pose cependant qui est de savoir si nous allons rester longtemps dans un modèle redistributif. Le développement de nos systèmes urbains générant une richesse qui ensuite arrose et permet d'embrasser tout le monde et de répondre à tout ces problèmes, est-ce que ce modèle-là est durable et est-ce qu'il arrose tout le monde ? Est-ce qu'il nous permet de rattraper tout le monde ? Là, en point et en contrepoint, on peut se poser des questions. Evidemment, on ne pourra pas non plus tolérer un système totalement défait, à deux ou trois vitesses, qui est un aspect de la menace ou du risque.

Malgré tout ce que l'on a dit, et c'est pour cela qu'il faut que ces travaux de recherche continuent, tous ces éléments d'inquiétude, inquiétude qui est normale parce que la politique c'est quand même se préoccuper du lendemain, tous ces éléments d'inquiétude, même dans une zone comme la nôtre, à Lyon, où l'on aurait toutes les raisons de se rassurer, nous donnent des raisons d'être inquiets. Et je m'exprime là en général, car si l'on situe nos systèmes dans les évolutions globales, cela ne va pas ! Vous savez bien que l'on n'est pas dans la bonne pente, que les lendemains qui chantent dans notre Europe ne sont pas faciles à discerner, ne sont pas au rendez-vous, que les grandes redistributions de pouvoir qui s'organisent, les grands flux, nous laisseront peut-être à l'écart. Il y a de quoi s'inquiéter, et pas seulement avec le développement durable et le climat. Si l'on peut réfléchir à cela, ce serait bien.